



Un tribunal de Moscou a condamné, lundi 17 avril, l'opposant Vladimir Kara-Mourza à 25 ans de prison à l'issue d'un procès emblématique de la répression tous azimuts en Russie contre ceux qui s'opposent à l'offensive du Kremlin en Ukraine.

Vladimir Kara-Mourza, proche de l'opposant de premier plan Boris Nemtsov assassiné en 2015, était l'un des derniers grands critiques du Kremlin à ne pas être derrière les barreaux ou exilé à l'étranger.

À l'issue d'un procès à huis clos, le tribunal a annoncé qu'il reconnaissait Vladimir Kara-Mourza coupable de « *haute trahison* », de diffusion de « *fausses informations* » sur l'armée russe et de travail illégal pour une organisation « *indésirable* », selon une journaliste de l'AFP.

En conséquence, il a été condamné à une peine cumulée de 25 ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire à régime sévère, ce qui implique des conditions d'incarcération plus strictes. Soit ce qu'avait requis le parquet. Il s'agit d'une sentence d'une sévérité inédite contre un opposant dans l'histoire récente de la Russie.

Menotté dans la cage dévolue aux accusés et vêtu d'un jean bleu, d'un t-shirt noir et d'une veste grise, l'opposant âgé de 41 ans a accueilli le verdict avec un sourire, avant d'enjoindre par des gestes ses soutiens à lui écrire en prison. L'un de ses avocats, Maria Eismont, a annoncé que Vladimir Kara-Mourza allait faire appel. « *C'est un terrible verdict, mais il illustre la grande valeur de l'action de Vladimir* », a estimé Mme Eismont, affirmant que son client restait d'humeur « *vaillante* » et pensait « *sincèrement avoir agi pour le bien de la Russie* ».

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, a demandé la libération « *sans délai* » de Vladimir Kara-Mourza. « *Personne ne devrait être privé de sa liberté pour avoir exercé ses droits humains, et j'appelle les autorités russes à le libérer sans délai. Tant qu'il est détenu, il doit être traité avec humanité et respect de sa dignité* », a-t-il indiqué dans une déclaration envoyée aux médias. Sa condamnation « *est un nouveau coup porté à l'État de droit et à l'espace civique dans la Fédération de Russie* », a-t-il affirmé.

L'Union européenne a dénoncé la peine « *scandaleusement sévère* » de 25 ans de prison infligée à Vladimir Kara-Mourza à l'issue d'un « *procès politique* ». Le gouvernement allemand a dénoncé lundi « *avec la plus grande fermeté* » la condamnation de l'opposant russe. « *Le Royaume-Uni va continuer [...] à appeler à la libération immédiate de M. Kara-Mourza* », a déclaré dans un communiqué le chef de la diplomatie britannique, James Cleverly.

Le ministère français des Affaires étrangères s'est aussi déclaré « *consterné* » par la condamnation de l'opposant russe, déplorant l'instrumentalisation de la justice en Russie, « *devenue un outil d'oppression du Kremlin* ». Cette condamnation « *constitue une nouvelle illustration de la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine* », a déclaré Anne-Claire Legendre, porte-parole du Quai d'Orsay.

AFP
